

# Compte-rendu des discussions de l'atelier 1 : *Les opportunités offertes par les nouvelles technologies pour l'élevage pastoral*

UMT Pasto – Séminaire de lancement – 19 janvier 2016

**Animateurs : Magali Jouven (Montpellier SupAgro) et Pierre-Guillaume Grisot (Idele)**

---

Cet atelier sur l'installation en élevage pastoral s'est tenu en deux sessions, au cours de la journée de lancement de l'UMT Pasto du 19 janvier 2016. Les animateurs de l'atelier ont introduit le débat par une brève présentation contenant une définition des nouvelles technologies potentiellement concernées par une application en élevage, ainsi que les enjeux de leur mise en application.

Les nouvelles technologies (NT) dont il est question se concrétisent dans des dispositifs électroniques (capteurs, électronique embarquée, smartphones,...) capables d'acquérir de l'information (tous types de données), de la traiter, de la faire circuler ou d'automatiser des opérations. Le principal enjeu associé aux NT en élevage est la réduction de la pénibilité et du temps de travail, pour des éleveurs devant gérer des troupeaux de plus en plus grands. Les NT peuvent également faciliter le partage d'information et la construction de savoirs au sein d'un collectif, ou encore un pilotage plus fin de la conduite grâce à un système d'information en complément des observations de l'éleveur. En élevage pastoral, les NT tardent à arriver du fait des difficultés d'accès à l'électricité et aux communications. Contrairement à des élevages intensifs plus homogènes, les élevages pastoraux sont très divers et nécessitent des solutions en lien avec le contexte local. Ceci, couplé à la faible capacité d'investissement des élevages pastoraux, incite à adapter des solutions existantes plutôt qu'à concevoir des solutions technologiques et du matériel spécifique.

Le débat a été ouvert, en suggérant aux participants de l'atelier de réfléchir et de s'exprimer sur les questions suivantes :

- Quel(s) intérêt(s) pour l'élevage pastoral voyez-vous dans cette thématique?
- Travaillez-vous dessus, ou connaissez-vous des travaux qui s'y rapportent ?
- Partagez-vous l'analyse qu'en fait l'UMT ? Quels points faudrait-il selon vous aborder plus ou autrement que proposé par l'UMT ?
- Qui faudrait-il associer sur ce thème ?

---

## I. Points abordés dans l'atelier

Les NT sont vues par certains participants comme LE moyen de « faire entrer le pastoralisme dans l'ère moderne » et **attirer les nouvelles générations**. C'est par ailleurs un moyen de **faire de l'identification électronique un atout**. Les participants s'accordent sur le fait que les NT ne seront adoptées que si elles apportent un confort de travail à l'éleveur ; la couverture limitée des zones pastorales (réseau, électricité) ne permet pas cependant d'envisager une adoption généralisée. Des participants ont exprimé des craintes vis-à-vis des NT. Le **risque de relâchement de la relation homme-animal** et la perte des savoirs associés ont été cités ; des cas inverses de regain d'intérêt pour le comportement du troupeau via les données obtenues grâce aux NT ont été signalés. Une autre crainte a été **l'impact des ondes produites par les NT** sur l'environnement, les animaux et la qualité des produits ; aucune étude n'existe à ce stade, mais les dispositifs embarqués sont en général passifs, activés sur de courtes périodes et donc théoriquement inoffensifs. Une dernière catégorie de préoccupations, et non des moindres, a été le **risque de sur-contrôle externe** associé à la production de nombreuses données, qui

pourraient être à terme exigées dans tous les élevages. Les NT sont à développer dans le sens d'un appui et non d'un remplacement de l'éleveur, en évitant qu'elles ne se retournent à terme contre lui (selon qui utilise les données, pour quoi faire). Les NT nécessitant des investissements importants sont à développer à l'échelle d'un territoire.

Parmi les applications possibles des nouvelles technologies, l'automatisation d'un certain nombre d'enregistrements obligatoires voire de tâches administratives (recensement et traçabilité des mouvements d'animaux, tenue d'un calendrier de pâturage, justification d'un chargement animal à des périodes données pour les aides PAC) contribuerait grandement au **confort de travail des éleveurs**. Pour les éleveurs ne suivant plus de près leur troupeau, l'allègement des tâches administratives et l'acquisition de données sur les animaux, leurs déplacements, leurs comportements pourrait les **remotiver à aller voir les animaux**. En complément, des informations issues de données satellitaires pourraient aider à **affiner les pratiques pastorales**. Les nouvelles technologies pourraient aussi **faciliter et sécuriser la collecte d'informations pour des collectifs**, qu'il s'agisse d'observatoires, de sélection de races locales, de lutte contre la prédation.

Des essais de mobilisation des NT pour l'élevage pastoral existent. Il s'agit principalement d'essais expérimentaux visant à mobiliser des NT pour mesurer l'impact des troupeaux sur les milieux (avec GPS) ou à tester des outils basés sur les NT pour faciliter les opérations sur le troupeau et la conduite du pâturage (par ex. essais au domaine du Merle : clôtures virtuelles, détecteur de chevauchements, portillons de tri automatique, projet de bergerie multimodale). Les participants ont également cité : une action innovante dans les Pyrénées sur l'utilisation de GPS dans le cadre du schéma de sélection de la race gasconne, un projet de Pyrénées OVI d'adapter/alléger le contrôle de performance en mobilisant les NT, des essais d'outils pour améliorer la reproduction ovine dans les Pyrénées Atlantiques, un projet IDELE avec St Affrique visant à valoriser des données satellitaires pour ajuster la conduite d'élevage, une carte collaborative en ligne « Cartoparty » mise en place par le Collectif des Garrigues, ... Globalement, il existerait de nombreuses initiatives « individuelles » qui ont tendance à rester confidentielles. Les problèmes technologiques (multiplicité de l'offre technologique, inadéquation des outils existants pour les petits ruminants mais aussi incompatibilité d'outils entre eux) représentent un frein conséquent. Les enjeux juridiques sur le stockage et l'utilisation de données personnelles ne doivent pas être occultés.

## II. Rôles identifiés pour l'UMT

Un des rôles de l'UMT pourrait être de communiquer sur les potentialités des NT pour l'élevage pastoral et les risques perçus ou les idées reçues, pour désamorcer les obstacles. Dans ce cadre, l'UMT est attendue pour aider à faire le tri des technologies existantes, mais aussi pour mettre en réseau des personnes ou groupes d'acteurs locaux ayant une expérience ou un intérêt dans les nouvelles technologies. L'affichage « UMT » peut également donner une masse critique apparente suffisante pour motiver des PME de l'électronique à s'associer aux projets.

**Synthèse courte de l'atelier 1 :**  
***Les opportunités offertes par les nouvelles technologies pour l'élevage pastoral***

Cet atelier sur les opportunités offertes par les nouvelles technologies pour l'élevage pastoral s'est tenu au cours de la journée de lancement de l'UMT Pasto du 19 janvier 2016. Deux ateliers d'une cinquantaine de minutes ont été organisés. Les échanges se sont déroulés suite à une brève présentation des animateurs. Le diaporama présentait notamment une définition des nouvelles technologies potentiellement concernées par une application en élevage, ainsi que les enjeux de leur mise en application.

Puis le débat a été ouvert, en suggérant aux participants d de l'atelier de réfléchir et de s'exprimer sur les questions suivantes :

- Partagez-vous les constats initiaux ? Quelle est votre vision de l'état actuel du « système » d'appui-conseil-formation autour de l'élevage pastoral ? Où se passe-t-il des choses ?
- Quels sont les besoins? Quelles seraient les priorités ?
- Des idées d'actions concrètes sur le montage de dispositif innovant ? Où se passe-t-il des choses ? Avec qui construire ces actions ?

Il ressort de l'ensemble des débats :

- Les nombreuses opportunités offertes par les nouvelles technologies en élevage pastoral : amélioration du confort de travail pour les éleveurs et bergers ; renforcement de l'attractivité du métier d'éleveur pastoral pour les nouvelles générations ; facilitation de la collecte d'informations ; possibilité d'affiner les pratiques pastorales ; lutte contre la prédation...

- Mais l'application de nouvelles technologies sont également à l'origine d'un certain nombre de craintes exprimées par les participants : relâchement de la relation homme-animal ; impact des ondes sur la qualité des produits ; risque de sur-contrôle du fait de données disponibles...

Les participants ont ensuite fait part de leurs connaissances d'un certain nombre de travaux menés dans le domaine de l'application des nouvelles technologies en élevage et des freins qui ont déjà pu être identifiés.

Enfin, les rôles de l'UMT autour de cette thématique ont aussi été discutés. L'UMT pourrait notamment communiquer sur les potentialités des nouvelles technologies pour l'élevage pastoral et les risques perçus ou les idées reçues, pour désamorcer les obstacles. Dans ce cadre, l'UMT est attendue pour aider à faire le tri des technologies existantes, mais aussi pour mettre en réseau des personnes ou groupes d'acteurs locaux ayant une expérience ou un intérêt dans les nouvelles technologies. L'affichage « UMT » peut également donner une masse critique apparente suffisante pour motiver des PME de l'électronique à s'associer aux projets.

## **Compte-rendu des discussions de l'atelier 2 :** ***Intégration de l'arbre dans les systèmes d'élevages pastoraux*** **UMT Pasto – Séminaire de lancement – 19 janvier 2016**

**Animatrices : Amandine Lurette (INRA) et Fabienne Launay (Idele)**

---

L'atelier a débuté par une présentation de 15 minutes sur les enjeux autour de l'arbre et l'élevage (cf. présentation à télécharger). Les discussions ont fait suite à cette présentation. Nous en faisons la synthèse en trois points :

1. Les remarques survenues à partir des constats de blocages exposés lors de la présentation,
  2. Les discussions sur la définition des notions et les enjeux de l'articulation entre l'arbre et l'élevage,
  3. Les attentes des participants vis-à-vis des travaux de l'UMT.
- 

### **1 – Remarques par rapport aux constats posés dans la présentation / points de blocage**

#### **1.1. Le foncier et les relations propriétaire (forestiers) et éleveurs**

Le morcellement des surfaces n'est pas une spécificité du sylvopastoralisme du Sud. En effet, ce frein chez les propriétaires fonciers apparaît dans toute la France, et demeure variable selon l'historique des successions au sein des familles notamment.

En revanche, le manque de communication sur les outils pour faciliter les démarches de mise en relation ou contractualisation (par exemple, la convention de pâturage) est un des principaux freins. Si plusieurs de ces outils existent, ceux-ci sont mal adaptés et souvent méconnus par les acteurs.

#### **1.2. L'évolution de la taille des troupeaux et l'aménagement de l'espace en conséquence**

La diminution du nombre d'éleveurs s'accompagne d'une augmentation de la taille des troupeaux. Les éleveurs recherchent donc des surfaces à pâturer plus grandes. Les surfaces doivent donc être aménagées en conséquence. Une incitation des propriétaires fonciers à louer leurs surfaces devrait être mise en place de manière collective.

#### **1.3. L'accompagnement**

De plus, la double compétence nécessaire pour faciliter les relations entre les propriétaires fonciers et les éleveurs demeure rare. Les compétences en foresteries manquent et/ou le nombre de forestiers diminue. Trouver un appui conjoint est une réelle difficulté. Les ASL (Associations Syndicales Libres) ont été créées mais elles ne sont pas suffisantes. Les filières pourraient s'organiser sur cette question (ou favoriser financièrement ce type d'accompagnement).

#### **1.4. La PAC**

Les conditions d'éligibilité des surfaces à la PAC ne répondent pas bien aux systèmes sylvopastoraux. Les participants soulignent la difficulté à faire valoir ces surfaces pour l'Europe. Les éleveurs sont dans l'impossibilité de déclarer tout ce qui est utilisé comme surfaces, car le besoin de surfaces pour compenser/sécuriser les années difficiles est trop important. De plus, les zones en pourtour méditerranéen avec des ressources fruits n'ont pas été reconnus comme éligibles par la PAC. Or, dans les élevages sylvopastoraux du sud, l'apport par les fruits, la broussaille, ou les feuilles est important dans la ration.

Des responsables de ministères se sont déplacés en zone Méditerranéenne pour mettre en place un référentiel pour les calculs de prise en charge (densité, recouvrement...). Or ce qui est compliqué est que ces systèmes sont évolutifs, les paysages bougent, parfois rapidement. Cette évolution dans le temps est difficile à prendre en compte. En effet, le ligneux progresse très vite,

monte en hauteur et gagne des zones où l'on ne peut pas faire de mécanisation ou de brûlage. Or il faut conserver des milieux ouverts pour la biodiversité.

Il est fait remarquer que les difficultés d'éligibilité de ces surfaces à la PAC n'interdit pas pour autant les éleveurs à faire pâturer leurs troupeaux dans les zones boisées

### **1.5. Le pas de temps commun entre les produits bois et la gestion pastorale**

Les pas de temps sont relativement différents pour la gestion pastorale (à l'année) et le plan de gestion des produits bois (à la trentaine d'années). La nécessité de trouver un pas de temps commun a été soulignée.

Il serait intéressant de travailler sur des étapes temporelles avec des successions d'actions, par exemple des phases de gestion plus pastorale puis d'autres tourner vers la sylviculture (sans obligation de combiner sur le même espace-temps le double objectif de production sylvicole et pastoral).

### **1.6. Des questions se posent sur l'intérêt de travailler sur les débouchés (notamment animaux)**

La question s'est posée de savoir s'il était nécessaire de travailler sur le développement de débouchés particuliers : par exemple une labellisation de viande, associée à l'utilisation de surfaces boisées, ou pour financer les surcoûts liés au fonctionnement sylvopastoral.

Les anciens projets portaient sur les débouchés du bois associés aux grandes firmes internationales. Ces productions ne rentraient pas dans les filières classiques et l'intérêt de développer des filières locales a émergé. Un projet en démarrage (GO-PEI Agrosyl ) porte notamment sur la démarcation des produits, y compris éventuellement les produits viandes.

## **2 – Définition et enjeux autour de l'articulation entre l'arbre et le troupeau pastoral**

L'exercice de définition est nécessaire, cependant les premières discussions restent sur un contexte très français. Une ouverture vers les définitions rencontrées à l'international est nécessaire.

- La diversité des systèmes sylvopastoraux et leur valorisation, entraîne une vision variable des notions d'agroforesterie / sylvopastoralisme selon les territoires.
- Au travers des discussions qui ont eu lieu, deux points de vue se sont exprimés :
  - D'une part, un premier point de vue appuyait sur la séparation des notions car elles ne présentent pas les mêmes enjeux. « *L'agroforesterie est contre la mise en valeur des milieux naturels* ». Le sylvopastoralisme, c'est la valorisation des ressources issues de vastes espaces « *on ne va pas aller chercher à planter des arbres* »
- D'autre part, un point de vue plus nuancé, où l'utilisation des haies (notamment la feuillée distribuée aux animaux), des arbres à fruits et des vignes, est une pratique ancienne ancrée sur certaines régions. Par exemple, dans les Pyrénées Orientales, un projet est en cours pour valoriser le bois dans un territoire avec beaucoup de bocages et en tirer profit car les arbres tombent dans les parcelles. Les éleveurs qui partent en estives dépendent aussi de ce qui se passe en plaine.

A l'international, l'agroforesterie est un gros chapeau conceptuel qui englobe notamment le sylvopastoralisme, mais aussi toutes les notions créant un lien entre l'herbe et la forêt. Les discussions sur les définitions au cours de l'atelier renvoient à un contexte très français. Il serait intéressant de confronter ces approches avec ce qui se fait au niveau international. La visibilité à l'international des travaux de l'UMT sera permise par ce 2<sup>ème</sup> point de vue.

Parmi les participants de l'atelier, un consensus s'est imposé sur l'intérêt de travailler sur le saltus en Méditerranée, (zone intermédiaire : qui n'est pas une forêt productive, qui n'est pas l'hortus, ni l'ager) pour valoriser les espaces spécifiques méditerranéens (X. Poux).

→ Pour dépasser ce non-consensus, il faut travailler à la reconnaissance et à la mise en œuvre des pratiques sylvopastorales. En effet, l'élevage pastoral induit la mise en valeur de végétations semi-naturelles. Il est donc important, selon le territoire concerné, de connaître et de mettre en œuvre les pratiques sylvopastorales.

Autre remarque concernant le titre de l'atelier : il ne s'agit pas d'intégrer l'arbre dans les systèmes pastoraux. Il s'agit au contraire pour certains systèmes en zone très forestière de s'intégrer dans la forêt. Il serait donc préférable de travailler sur « l'articulation entre arbre et élevage pastoral ».

### 3 – Les attentes exprimées vis-à-vis de l'UMT

L'UMT est attendue, d'une part, pour travailler sur des référentiels en prévision de la PAC 2020, notamment en réponse aux interrogations sur le foncier et l'éligibilité des surfaces boisées. En effet, il faut pouvoir convaincre les fonctionnaires de la commission Europe pour la PAC. L'UMT doit commencer/continuer à travailler avec les partenaires, pour réunir des références et des argumentaires afin de ne pas être pris au dépourvu dans les discussions autour de la PAC. L'UMT peut être un pilier pour travailler sur ces références, et notamment, soulever toute la diversité des systèmes. Est aussi attendu, un état des lieux des réalisations sylvopastorales et les tendances actuelles.

D'autre part, des attentes ont été exprimées pour aborder la multifonctionnalité des liens entre arbre et élevage, notamment au travers d'autres produits que sont les produits bois ou animaux : biodiversité, tourisme, champignons, érosion, stockage de carbone..., produits désormais reconnus par les citoyens. Les milieux forestiers sont des milieux partagés. Il faut également dépasser les blocages exprimés (fonciers, conventions, PAC, ...) et aborder les intérêts collectifs et généraux.

L'exemple de la haie a été discuté. La haie est maintenant utilisée dans la filière bois de chauffage. Cependant, des inquiétudes émergent chez les naturalistes du fait du taillage de haie à 1 m (diminution de la biodiversité, etc...). Il faudrait travailler sur la haie, et plus précisément sur ses possibilités, ses limites, la biodiversité inhérente, l'ombre, les cultures en limite, etc. De même, le pâturage des vignes, pratique très répandue par le passé, a presque disparu pour réapparaître aujourd'hui, notamment avec les productions en AB. Des questions se posent alors autour du seuil critique pour faire sortir le troupeau des vignes (1<sup>er</sup> bourgeon, ...). Cette question autour des modalités d'application s'étend à l'arboriculture (plus ou moins intensif) qui rencontre aussi des problèmes phytosanitaire ou d'acidose due à la consommation de petits fruits.

Plus que d'étudier les composantes arbre et élevage, l'intérêt de développer des approches systémiques a été pointé. A l'instar, du projet CASDAR Sylvopastoralisme, qui a montré que les deux composantes, arbre et élevage, étudiées seules étaient infra-optimales sur chacune des productions, mais que l'analyse de l'ensemble des deux donnait de meilleures performances. Il faut ainsi inventer des nouveaux systèmes (ou retrouver de nouvelles pratiques) qui intègrent l'arbre et l'animal dans leurs différents produits et services.

Des questions techniques ont été soulevées :

- Dans un premier temps, sur les chantiers forestiers, notamment sur l'intégration d'un aménagement sylvo (coupe de bois, passage d'engins forestiers) avec la gestion d'un troupeau, mais aussi sur la gestion des rémanents qui restent au sol,
- Dans un second temps autour de la dynamique des végétations et des types de ressources disponibles, notamment après une éclaircie,
- Enfin, concernant l'utilisation des ressources ligneuses dans les rations (complémentarité avec les ressources herbagères, proportion de l'ingestion), de la variation de la disponibilité au cours d'une année, et des variations inter annuelles.

Si les arguments environnementaux des systèmes sylvopastoraux sont relativement bien connus par les scientifiques, les acteurs des filières et la société, il manque des approches systémiques

d'évaluation permettant de quantifier leur efficacité. D'une manière plus générale, il faut travailler à faire reconnaître ces systèmes pour mieux les valoriser.

Autres personnes à associer aux travaux concernant cette thématique :

- les régions,
- les services de Défense de la forêt contre les incendies qui pourraient être intéressés car utilisateurs du territoire,
- l'office de la chasse et faune sauvage,
- l'agence de l'eau, notamment pour des financements sur des projets de ripisylve,
- les associations sur les Haies qui sont très dynamiques,
- les associations de type Bois énergie ou des autres débouchés dans les collectivités locales.

Autres attentes pour l'UMT :

Le gardiennage. Cet aspect n'a pas été abordé au cours de la journée alors qu'il est considéré comme élément central dans les systèmes pastoraux.

***Synthèse courte de l'atelier 2 :***

***Intégration de l'arbre dans les systèmes d'élevage pastoraux***

A l'occasion de la journée de lancement de l'UMT Pasto, le 19/01/2016, Amandine Lurette (Inra) et Fabienne Launay (idele) ont animé à deux reprises un atelier sur l'arbre et l'élevage pastoral.

Environ 50 personnes ont pu participer à ces séquences d'échanges et de discussions. A l'image de la journée, cet atelier regroupait des participants issus de divers horizons : développement agricole, services pastoraux, chercheurs, enseignants, éleveurs, parcs naturels régionaux, conservatoire d'espaces naturels, station expérimentale, bureaux d'études, collectivités, ainsi que l'ensemble des forestiers présents à la journée.

L'atelier a débuté par une présentation de 15 minutes sur les enjeux autour de l'arbre et l'élevage (cf. présentation à télécharger). Les discussions ont fait suite à cette présentation. La synthèse de ces échanges est téléchargeable. Elle est structurée en trois points :

4. Dans un premier temps ont été recensées les remarques survenues à partir des constats de blocages exposés lors de la présentation. Ont notamment été évoqués des défaillances dans les relations entre propriétaires forestiers et éleveurs, les difficultés posées dans l'accompagnement technique, l'inévitabilité des surfaces forestières pastorales à la PAC, la démarcation des débouchés, etc.
5. Dans un deuxième temps, vous est proposée une synthèse des nombreuses discussions qui ont eu lieu sur les différentes définitions et les différents enjeux autour de cette thématique. La définition du mot « agroforesterie » et son intérêt, ou non, pour les systèmes pastoraux a largement été débattue. On retiendra que les enjeux pour ces élevages se situent essentiellement au niveau de l'utilisation des zones intermédiaires (saltus), sans oublier le maillage de haies (souvent à proximité des sièges d'exploitation), ou encore l'association avec les productions viticoles ou arboricoles.
6. Enfin en dernière partie de synthèse sont rassemblées les attentes exprimées par les participants vis-à-vis des travaux de l'UMT. Des attentes concernant notamment la reconnaissance des espaces sylvopastoraux vis-à-vis de la PAC, la prise en compte de la multifonctionnalité de ces espaces, ainsi que leurs intérêts généraux et collectifs. D'autres attentes d'ordre plus techniques ont été formulées. Une première liste d'acteurs et d'organismes à associer sur cette thématique a été ébauchée en fin du deuxième atelier.

## Compte-rendu des discussions de l'atelier 3 : *Les services rendus par l'élevage pastoral pour les territoires* UMT Pasto – Séminaire de lancement – 19 janvier 2016

**Animateurs : Jacques Lasseur (INRA) et Christine Guinamard (Idele)**

---

Cet atelier sur les services rendus par l'élevage pastoral pour les territoires s'est tenu en deux sessions, au cours de la journée de lancement de l'UMT Pasto du 19 janvier 2016. Les animateurs de l'atelier ont introduit le débat par une brève présentation (voir diaporama) contenant des définitions de ce que l'on entend par « service rendu » par l'élevage, ainsi que les échelles d'évaluation de ces services. Ils ont également présenté pourquoi l'on s'intéresse aux services rendus dans le cas plus particulier de l'élevage pastoral.

Le débat a été ouvert, en suggérant aux participants de l'atelier de réfléchir et de s'exprimer sur les questions suivantes :

- Travaillez-vous sur le sujet ou connaissez-vous des initiatives autour de cette thématique ?
  - Qu'est-ce qui vous semble important à creuser dans l'UMT ?
  - Partagez-vous notre analyse ?
  - En quoi l'analyse des services rendus peut contribuer à évaluer les activités d'élevage pastoral dans un cadre élargi à l'échelle de territoires ?
  - En quoi l'analyse des services rendus peut modifier les stratégies d'accompagnement des éleveurs ?
  - Comment articuler l'analyse en regard d'enjeux globaux/ locaux ?
- 

### I. Des interrogations sur le concept et la définition de « services rendus »

- Un service est-il toujours une action volontaire ?
- **On ne peut pas proclamer seul que l'on rend un service, il faut une attente. Un service doit être partagé.** Un service doit être perçu. Pas d'auto proclamation.
- Il faut rendre la notion de service explicite
- En face d'un service, il y a une attente, il faut hiérarchiser les attentes. **L'échelle d'évaluation des services doit être le territoire.** Attention à ne pas caricaturer (ne pas opposer petites exploitations multifonctionnelles et exploitation type ranching/gros troupeaux). On a une diversité d'exploitations, c'est une richesse.
- **Pourquoi appréhender une activité qui a structuré le milieu ? Pourquoi parler de services ?** Qui dit Service, dit prix. Si l'on parle de prix, le pastoralisme en Causse et Cévennes n'est pas rentable. **Appréhender le pastoralisme par les services interroge.**
  - *Réponse :* Il faut dissocier les services du dispositif institutionnel de paiement. **La notion de service permet l'analyse de l'activité sous ses différentes facettes de façon plus argumentée et mieux décrite ;** le pastoralisme est millénaire et a façonné le paysage ; le contrat social autour de l'activité a évolué... c'est cet aspect qu'il faut évaluer au regard des besoins.
- Distinction entre Biens (une production, fonction primaire demandé à l'éleveur) et Services (Ecosystémiques)
- **Distinguer les services de production et les autres.** Quel compromis entre les uns et les autres. Comment on mêle les 2 ? Analyser comment mettre l'accent sur l'un et voir les antagonismes avec l'autre.

Etre éleveur, c'est rendre des services « sociaux », c'est une identité, une culture... pas d'évaluation monétaire de cela. Pour ces aspects trouver un autre terme que service ? Métier, savoir ...

- Faut-il avoir une approche systémique ou approche fonctionnelle ? Des grilles de lectures différentes
  - DFCI, stockage du carbone, des services relativement quantifiables
  - Biodiversité, des choses plus polémiques (anti viande, loup, ..) jeu social de certains acteurs
  - Etre capable d'argumenter, construire avec des acteurs non éleveurs.
- Qui juge de la normalisation et de l'évaluation des services ? Tendence à infantiliser et à déresponsabiliser les éleveurs par les aides (souffrance).  
**On est éleveur et pas prestataire de services.** Si on me demande de faire ci ou ça contre 3 sous avec X brebis pendant Y jours ... on doit être capable de décider comment on va faire, il faut intégrer le fonctionnement de l'exploitation et articuler production et autres fonctions.  
**Etre éleveur ce n'est pas uniquement faire de « l'environnement et du culturel »**
- Maintenir le pastoralisme sur un territoire ... pas un service mais une fonction

## II. « Services Rendus » et politique publique

- S'interroger sur ce qu'est être agriculteur aujourd'hui et demain : producteur alimentaire, producteur d'environnement...
- S'interroger sur les procédures des politiques publics : MAE, stockage de carbone, ... en quoi est-on phase ou en discordance avec la façon de concevoir des services. **Savoir expliciter les services pour pouvoir les rémunérer.**
- Certains services sont la conséquence de mon élevage. Quand on pâture en sous-bois sous les chênes et les châtaigniers ... il faut le faire reconnaître. **Les ministères aujourd'hui ont du mal à reconnaître le rôle du pâturage méditerranéen.**
- La mise en place de pacte pastoral est une question centrale. Etre éleveur pastoral, c'est être « chez les autres » (chasseurs, parc, communauté de communes, ...). Aujourd'hui, **on a une baisse du consensus entre les acteurs du territoire. Il faut recréer des alliances, une légitimité pour l'élevage pastoral.**
- Il y a beaucoup d'interlocuteurs sur un territoire. Ils n'ont pas la perception des services rendus par l'élevage. Certains disent des « âneries » : les éleveurs sont dangereux pour la biodiversité, alors que si les éleveurs disparaissent, il n'y aura plus que des broussailles. **Il faut démontrer les services, les justifier, les quantifier, les expliquer, les faire comprendre aux acteurs des territoires.** Il faut de la communication, favoriser les échanges. Il faut convaincre le B (bénéficiaire du service) que si A (l'éleveur ici) disparaît, il va falloir payer pour faire ce que A faisait.
- Attention, **un élevage doit avoir avant tout une activité économique** (produire du lait, de la viande, ..), **la production de service ne doit pas être sur le même plan.** Installer des éleveurs pour faire de la DFCI ... c'est bien, mais le jour où les règles de la PAC ou des aides publiques changent, ces élevages disparaissent. **Ne pas avoir d'exploitations spécialisées dans les services.**
- Certaines collectivités sont demandeuses d'installation mais en attendent trop. **Connaissance mutuelle des 2 mondes ... attentes des uns // ce que les autres peuvent apporter,** ne pas partir sur un malentendu.

## III. « Services Rendus » et cadre économique

- Attention à ne pas s'enfermer dans la seule vision de services rémunérés. Il faut élargir le champ.
- Comment aborder la production alimentaire en tant que service ?

- Intervention du *PNR des Alpilles* engagé dans un Life « Oiseau » Comment répondre à une demande de l'Europe. Réalisation de plan d'occupation pastoral. Comment quantifier ce que le passage du troupeau permet d'économiser par rapport à du broyage ? Combien d'emplois locaux et pastoraux sont générés ?  
Les Alpilles sont à proximité de la Crau. Les demandes de pâturage sont nombreuses. Des blocages à cause du caractère sylvicole de certaines zones.
- Valeur du service, déception par rapport aux apports du GIS élevage demain
- Les politiques publics ont besoin d'indicateurs pour décider de telle ou telle action, **dans la notion de service, il y a beaucoup d'implicite** (donc peu d'indicateur !). **Comment évaluer des solutions contractuelles entre acteurs**

#### IV. « Services Rendus » et dimension culturelle et sociale

- Un point important, mais comment le formaliser concrètement ?
- Importance de la dimension territoriale, de l'interaction entre les acteurs, de la formalisation d'attentes.
- Des services sont quantifiables et d'autres non
- Localement, dans les villages, les communautés de communes, même s'ils participent à beaucoup d'événements (printemps du Pélardon, fête de la Transhumance, ...), les élus ne sont pas au courant de tout.  
Le nombre d'éleveurs diminue (6% de la population) mais on occupe beaucoup d'espace. Il faut réfléchir avec les élus pour **créer du lien social**. Si l'élevage disparaît, il sera difficile de le réimplanter. Le résultat sur notre zone, un pacte pastoral intercommunal pour mobiliser du foncier.
- Pour approcher les dimensions culturelles et patrimoniales, il est important de **bien définir le métier d'éleveur et en faire une référence permanente**.
- **Quand un consommateur achète un Pélardon ou de l'agneau, le prix est élevé ramené à sa seule valeur nutritionnelle. Il y a bien rémunération de services au-delà du contenu nutritionnel du produit.**

#### V. « Services Rendus » et animation locale et communication

- Comment mettre en route une dynamique vertueuse au niveau local ? Animation de la rencontre entre des vigneronnes, des éleveurs, des responsables de la lutte contre les incendies, ...
- Valoriser les services pour les valoriser à une échelle supérieure
- Fonctionnement ancestral des systèmes de garrigues autour d'un mas qui génère une multitude d'activités ... comment animer les activités sur un territoire ? Comment organiser une « bourse des services » ?
- Service = reconnaissance de mon activité. Le gros de mon activité c'est des services. Il faut remettre de la cohérence entre l'activité agricole et le territoire.

Enjeux de la fixation des prix. Travail pédagogique vers le citoyen et le consommateur, un agneau néozélandais ne contient pas les mêmes services.

**Synthèse courte de l'atelier 3 :**

***Les services rendus par l'élevage pastoral pour les territoires***

Pour les participants services est considéré comme un moyen de communication « faire reconnaître la place de l'élevage ». C'est aussi un moyen de considérer et formaliser un ensemble d'attentes diversifiées vis-à-vis de l'élevage et de caractériser l'adéquation ou les décalages avec les formes actuelles d'élevage ; Enfin c'est un moyen d'analyse des dynamiques des activités et des politiques publiques qui les orientent. Les discussions ont impliquées ces trois dimensions. Les discussions ont aussi révélé pour nombre des participants une opposition au concept trop directement associée pour eux à la notion de paiement pour services. Enfin cet affichage explicite de la dimension services rendus renforce pour nombre de participants une marginalisation des fonctions de productions de l'activité et sa systématisation assimilerait l'éleveur à un prestataire. Pour certains, ce qui est en cause n'est pas la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'élevage mais une formalisation trop poussée et intrusive privant l'éleveur de la liberté de négocier, dans son quotidien, ses modalités d'interactions avec les autres acteurs des territoires.

## Compte-rendu des discussions de l'atelier 4 :

### *Installation en élevage pastoral*

UMT Pasto - Séminaire de lancement - 19 janvier 2016

#### **Animatrices : Marie-Odile Nozières-Petit (INRA) et Marceline Peglion (Idele)**

---

Cet atelier sur l'installation en élevage pastoral s'est tenu en deux sessions, au cours de la journée de lancement de l'UMT Pasto du 19 janvier 2016. Les animatrices de l'atelier ont introduit le débat par une brève présentation ppt qui synthétisait les questions et enjeux qu'elles identifiaient en matière d'installation (attentes sociétales fortes, difficulté d'accès au foncier, moins de candidats que de cédants...) et les spécificités des installations en élevage pastoral (grande diversité de formes d'installation, finalement des installations relativement nombreuses...). Elles ont également présentées les questions qui avaient été identifiées dans le projet d'UMT en matière d'installation et qui s'intègrent dans l'axe 1 du programme (Analyser la contribution des élevages pastoraux au développement durable des territoires) et plus indirectement dans l'axe 3 (repenser les dispositifs pour le conseil et la formation). Puis le débat a été ouvert, en suggérant aux participants d de l'atelier de réfléchir et de s'exprimer sur les questions suivantes :

- Qu'est ce qui est déjà connu sur la thématique de l'installation ? Quelles sont les données disponibles ?
  - Que se fait-il déjà et dont nous n'avons pas connaissance ? Quels organismes ?
  - Comment hiérarchiser et prioriser les questionnements liés à l'installation qui ont été listés ?
  - Comment le faire ? Avec quel(s) partenaire(s) ? Dans quels dispositifs ?
  - Quels sont les autres sujets d'intérêt autour de l'installation qui seraient à travailler ?
- 

#### **I. Des premiers éléments sur les spécificités de l'installation**

##### **1) Des éléments transversaux au monde agricole**

Des éléments relatifs à l'installation ont été soulevés par les participants à l'atelier qui sont transversaux à tout type d'élevage et de production.

On relève tout d'abord le vieillissement de la population d'exploitants agricoles, ce qui entraîne un taux de rotation élevé. Qu'en est-il du renouvellement de cette population ? La question est posée aussi dans le cas des démarches qualités, qui ont du mal à recruter de nouveaux éleveurs, prêts à s'engager, alors qu'un réel marché existe. Quelle sera la conséquence sur ces filières ? Y-a-t-il des organisations de producteurs engagées dans des démarches qualités qui travaillent la question de l'installation ? Qui cherchent à installer de nouveaux éleveurs ? Pourquoi les installations qui ne se font pas dans le cadre de reprise d'exploitation ne s'orientent-elles pas vers des filières de qualité ?

Toujours en lien avec le vieillissement de la population d'éleveurs, les participants constatent que souvent, les surfaces laissées disponibles sont plus facilement reprise par une exploitation déjà existante (qui va ainsi s'agrandir) plutôt que cédées pour une installation. La confiance du cédant est plus facilement accordée à un éleveur voisin déjà en place qu'à un candidat à l'installation. Comment éviter ce phénomène d'agrandissement, et quels moyens peut-on mettre en place pour accompagner la cessation vers la reprise plutôt que vers l'agrandissement ?

##### **2) Des éléments plus spécifiques à l'élevage pastoral**

En ce qui concerne plus spécifiquement l'élevage pastoral, lorsque l'on parle d'installations on sous-entend souvent des élevages ovin ou caprin mais actuellement il semblerait que les installations en bovins et équins représentent une part non négligeable des installations pastorales. Qu'en est-il réellement ? Quel type de surfaces mobilisent ces élevages ? Les installations ovines et caprines sont-elles dynamiques ou en régression ? Comment expliquer ce phénomène ?

La diversification des productions et des activités semblent être un trait majeur des installations en situation pastorale. Qu'en est-il vraiment ?

Les modalités de financement des investissements nécessaires (matériel, bâtiment, foncier...) sont assez innovants, avec des solutions de financement participatif qui sont imaginées et mise en œuvre. Les acteurs concernés par ces installations en élevage pastoral sont également très diversifiés. Les communes sont assez engagées, en particulier pour favoriser la mobilisation du foncier nécessaire à l'installation, et en amont, dans certains cas, pour décider de la mise en œuvre de la reconquête pastorale.

Les participants notent aussi une évolution du profil des candidats à l'installation en élevage pastoral. Peu de candidats sont désormais issus d'une formation agricole, ce qui les place dans une situation peu adéquate pour créer ou reprendre une exploitation existante. Dans certains cas, le manque de formation implique aussi un manque de technicité ce qui a pour conséquence une insertion difficile dans des filières de commercialisation plus classiques. Dans d'autres cas, les candidats à l'installation ont justement un niveau de formation très élevé. Par ailleurs, les motivations des personnes qui s'installent en élevage évoluent. Ainsi certains candidats s'installent pour pratiquer une activité d'élevage un temps dans leur vie mais sans envisager « la perpétuité ». Dans certains cas, l'installation se fait dans un cadre collectif dont le contour et le fonctionnement sont parfois très innovants.

Il faut considérer également que parfois, cette installation en marge des filières organisées, en marge des systèmes d'accompagnement conventionnel, mais également sans éprouver la nécessité d'un minimum de propriété foncière est revendiquée/ voulue/ choisie par les éleveurs. Ce type d'installations, parfois sur des activités très originales, ou avec par installation très progressive... ont du mal à s'intégrer dans le cadre requis par les structures techniques agricoles, qui est souvent très normé.

Il existe en réalité, dans les territoires pastoraux, un continuum de situations d'installation qui diffèrent sur un certains nombres de critères (taille, histoire et en particulier situations de rupture ou de transmission, organisation du collectif de travail, diversification des activités... choix de modes de mise en marché...). L'ensemble des participants à l'atelier note la nécessité d'un état des lieux des situations actuelles d'installation en milieu pastoral (cf. IV).

## **II. Des freins et leviers à l'installation**

Les situations d'installations en milieu pastoral sont très variées, tant du point de vue de l'accès aux facteurs de production (terre, capital...), que du point de vue des moyens de production nécessaires (troupeau, matériel, bâtiment), mais aussi des tailles de structures existantes à reprendre et/ou en projet, de l'organisation des filières longues ou des possibilités de filières courtes. Cette diversité induit aussi une diversité des freins et leviers existant à l'installation, une difficulté pour les analyser et une complexité dans l'accompagnement des installations.

Parmi les freins évoqués, on peut citer le manque d'intégration du processus de commercialisation dans le projet d'installation. La priorité est souvent donnée aux aspects techniques de la production agricole et les modes de mise en marché des produits ainsi que les débouchés existants (étude de marché) sont finalement peu abordés dans la conception du projet d'installation comparativement aux autres aspects d'un projet agricole. Par ailleurs, un projet commercial évolue, s'ajuste et se construit souvent progressivement, surtout dans les premières années d'installation, et les participants identifient un manque d'accompagnement des jeunes installés lors du lancement du projet mais aussi pendant les premières années qui suivent l'installation. Enfin, ces zones pastorales sont souvent en bordure de bassins de collecte pour les opérateurs de filières longues, les élevages de ces territoires ne produisent pas de produits standards, ce qui peut les fragiliser. D'un autre côté le bassin de consommation du Sud de la France est important, représentant une véritable opportunité pour eux. La problématique du foncier est souvent récurrente lorsque l'on évoque la thématique de l'installation agricole. Il ressort que dans le cas de surfaces de parcours, il s'agit davantage d'un problème de mobilisation de foncier plutôt que de disponibilité. En effet, il existe un véritable potentiel de surfaces pastorales disponibles : surfaces à reconquérir car non-pâturées depuis plusieurs années, surfaces sur

lesquelles le pâturage pourrait être complémentaire d'autres activités (vignes, vergers, ONF...), surfaces de parcours peu ou pas assez exploitées, surfaces en gestion suite à des mesures compensatoires... Ce « réservoir » de surfaces est un véritable atout pour l'élevage pastoral. Le problème est davantage lié à l'inventaire de ces surfaces puis à leur accès.

De plus, l'accès difficile à certains type de surfaces (surfaces cultivables notamment, parcelles pour construire un bâtiment) complique l'engraissement et la finition des animaux et leur commercialisation via des filières qui ont parfois des exigences poids/âge/état d'engraissement peu compatible avec un élevage très pastoral et très mobile.

La dimension sociale dans le projet d'installation est essentielle et souvent négligée. Ceci est d'autant plus vrai dans le cas d'un élevage pastoral pour lequel l'emprise territoriale peut être très vaste. La recherche et l'accès au foncier est ainsi une bonne illustration de l'importance du facteur social : l'insertion de l'éleveur et son troupeau auprès d'une multiplicité d'acteurs du territoire impliquant la reconnaissance de son travail et la réelle volonté d'installer un éleveur, intégré dans un projet de territoire, est un vrai facteur de réussite de l'accès à des surfaces de parcours ou de pâturage (prairies, vignes, jachères...), et de l'accès à une clientèle locale si le choix est fait de commercialiser en direct. De plus, la multifonctionnalité de ces surfaces, la nécessaire mobilité des élevages pastoraux, l'adaptation continue aux aléas qu'ils doivent développer, la diversité des activités qui sont les leurs, viennent renforcer l'importance de la compétence sociale que doit développer l'éleveur : l'activité pastorale doit s'articuler avec d'autres usages (activité agricole voisines, chasse, tourisme...), et pour les concilier l'éleveur doit apprendre à composer avec plusieurs interlocuteurs et/ou articuler/coordonner en interne à l'exploitation plusieurs activités. Les installations, surtout dans le cas de création d'exploitations sur une zone où l'activité pastorale a été interrompue depuis plusieurs années, se font généralement très progressivement, le temps pour l'éleveur de se créer un réseau. Dans les cas où l'installation est une reprise, la dimension sociale est aussi essentielle à prendre en compte (liens avec le cédant, insertion éventuelle dans un collectif de travail...).

La dimension sociale ne se limite pas au foncier et au multi-usage d'un territoire. Elle a toute son importance également au niveau de l'organisation du travail et des relations avec les autres éleveurs : le calendrier d'un élevage pastoral comporte souvent une période de regroupement des troupeaux, généralement pendant l'estive, mais aussi pendant le reste de l'année, pour réduire le temps consacré à la garde du troupeau qui peut être très important. Cela implique une entente et une organisation au niveau d'un collectif de travail. De plus, la multi-activité, très présente dans les situations d'élevage pastorale génèrent des contraintes en terme de temps et d'organisation du travail.

Une des dimensions sociales de la viabilité des élevages rarement prise en compte dans les projets d'installation est la disponibilité de logements, dans la ou les communes dont les territoires accueilleront l'activité d'élevage. Ces logements doivent être adaptés aux besoins de l'activité (présence de chiens...)

L'accès aux aides de la Politique Agricole Commune (PAC) peut parfois être compromis pour certains éleveurs qui s'installent en élevage pastoral, particulièrement dans le cas de création d'exploitations. Si les éleveurs réussissent à mobiliser du foncier pour élever et faire pâturer leurs animaux, cet accès reste souvent précaire, sans baux ou convention de pâturage. Ceci rend impossible l'accès à la Dotation Jeune Agriculteur (car la surface minimum d'installation n'est pas atteinte), ou l'accès aux différentes aides de la PAC (ICHN, et DPU notamment) car aucune surface n'est considérée comme officiellement exploitée. Dans un contexte où l'élevage ovin reste très dépendant des aides, la rentabilité de l'exploitation est donc souvent très difficile à assurer sur le long terme. De plus, les dispositifs d'aide évoluent dans le temps, fragilisant les exploitations, voire les rendant non viables.

Selon les conditions d'installations, l'importance que peuvent prendre les différents freins évoqués par les participants dans un projet d'installation, sont à modérer. Par exemple, concernant la mobilisation du foncier, l'importance de la dimension sociale, ou encore l'accès aux aides de la PAC, la situation sera différente selon qu'il s'agit d'une reprise de structure existante, ou d'une installation sur une zone où il y a eu une rupture d'exploitation pastorale pendant plusieurs années. De même, selon le degré de mobilisation des surfaces pastorale dans le système d'alimentation du troupeau, les enjeux ne seront pas forcément identiques.

### III – Des premiers éléments sur les dispositifs de collecte de données et sur les dispositifs d'accompagnement à l'installation

Trois entrées pour s'installer ont été identifiées en séance et constituent des lieux potentiels de collecte de données :

- Les Chambres d'Agriculture, qui ont un répertoire de l'installation
- Les ADEAR
- Les initiatives individuelles, en autonomie (mais comment les repérer et y avoir accès ?)

Les deux premières structures accompagnent les installations, mais la question de leur suivi est entièrement posée. Ce suivi nécessite une collecte d'informations de la part des techniciens et un traitement de cette information. Mais cette action a un coût pour l'éleveur (service payant ?) et nécessite du temps de la part des techniciens qui sont souvent débordés.

Il existe également des outils récemment mis en place et qui centralisent les données comme l'Observatoire de l'Installation en PACA, en caprin et en ovin coordonné par la MRE.

D'autres structures sont mobilisées dans certains cas pour l'installation en situation pastorale. Il en est ainsi de :

- Terre de liens, qui a également un répertoire de l'installation et suit les fermes qui ont bénéficié de leur dispositif pour mobiliser le foncier en impliquant le citoyen
- Le Réseau Inpact LR qui fédère 8 réseaux associatifs
- Le Collectif des Garrigues, qui collabore sur le sujet avec SupAgro Florac, d'une part et l'ONCFS, d'autre part. Les vigneronnes sont également assez présents dans cette structure, ce qui peut être intéressant dans la mobilisation des surfaces d'un territoire pour l'élevage et pour l'amélioration de la coordination des activités sur ce territoire.

Des événements marquants ont eu lieu, ainsi les Assises de l'installation en Languedoc-Roussillon en 2013 (*qui visiblement a donné lieu à la création d'un CRIT (Comité Régional Installation Transmission)*)

D'autres filières se sont posé la question de l'installation. Il serait intéressant en particulier de faire des connexions avec le projet Intersama (cf. UMR Innovation) qui s'est clôturé il y a peu.

### IV – Des besoins d'actions identifiés en séance

*L'état des lieux des installations en élevage pastoral*, par massifs par exemple, serait très pertinent à construire (cf. pgf I.). Cet état des lieux devrait aussi présenter i) la diversité des dispositifs d'accompagnement, ii) les freins et leviers propre à chaque situation d'installation pour en envisager la reproductibilité. La nécessité de donner à voir cet état des lieux a également été identifiée.

En termes de *méthodologie d'analyse des situations*, plusieurs possibilités ont été évoquées :

- L'étude des situations qui ne fonctionnent pas ou n'ont pas fonctionné, pour en comprendre les causes et à la fois désamorcer les peurs et ne pas reproduire les erreurs.
- L'analyse des cheminements de chaque projet d'installation, qui passerait par éventuellement par un suivi des installations au moins sur du moyen terme
- Des regards spécifiques sur la cessation, d'une part, et sur la création de structure pour une reconquête pastorale, pourraient être construits

Plusieurs *besoins d'animation et d'accompagnement* ont été identifiés :

- Le besoin d'animation et d'accompagnement pour répertorier les surfaces, faire prendre conscience aux propriétaires/gestionnaires de leur intérêt et ensuite les mettre en relation avec les éleveurs pastoraux.
- La nécessité de mieux prendre en compte comment s'envisage l'organisation du travail et l'organisation des collectifs de travail lors de la conception d'un projet d'installation. Il existe

peu d'outils d'accompagnement à disposition des éleveurs pour faciliter la communication et le travail au sein d'un collectif. La mise en réseau est importante, et des outils existent notamment du côté des CIVAM, Adear... il serait intéressant de voir comment ces outils peuvent être utilisés dans le cadre d'un projet d'installation.

- La nécessité d'accompagner des collectifs qui intègrent des projets d'installation en plaine. Ces collectifs existent déjà en montagne, avec par exemple les groupements gérant les estives. Dans certains cas, il peut s'agir d'accompagner les collectivités qui sont demandeuses, à la fois pour fédérer les acteurs de la commune, en intra, donc, mais aussi pour fédérer autour d'elles les personnes compétentes.
- La nécessité de gérer de véritables « trous de savoir-faire », dont l'existence est liée au fait qu'il y a moins de monde dans les territoires pastoraux, et que les situations de cessations sans repreneurs ou de création de structures *de novo* sont finalement assez fréquentes.
- La nécessité de coordonner les acteurs qui se mobilisent pour l'installation, mais aussi la nécessité de sensibiliser les différents acteurs et utilisateurs d'un territoire vis-à-vis de la présence d'un troupeau, afin d'articuler au mieux le pâturage et les diverses activités présentes, afin de faciliter la transmission et la reconfiguration de l'exploitation quand cela est nécessaire... C'est la nécessité de donner à voir comment se pense et se met en œuvre la dimension sociale dans un projet d'installation, puis un besoin d'animation, d'accompagnement et de coordination des acteurs concernés de près ou de loin par ces installations, qui est diagnostiqué par les participants à l'atelier.

En termes méthodologiques, ces animations pourraient mobiliser :

- Des recueils d'expériences et leur diffusion
- Une l'organisation de compagnonnage/ parrainage entre les personnes « installées depuis quelques années » et celles « en cours d'installation ».
- Un travail sur la cessation, particulier, avec expression des projets de transmission et d'installation et l'analyse de situations de compagnonnage entre cédant et acquéreur.
- Un travail coordonné entre des situations bien organisées et des situations plus marginales. Se pose aussi la question des ponts entre ces deux types de situations.
- Dans le cas de situations marginales, spécifiquement, pourrait être posée la question de pourquoi certains éleveurs s'installent en dehors de tout système d'accompagnement : par absence de besoins ? parce qu'ils ne se sentent pas représentés ? parce qu'ils ne trouvent pas ce qu'ils cherchent ?

Enfin, la nature des leviers et freins à l'installation conduit à identifier des questions spécifiques, traitables par les acteurs de la R&D.

Il existe en effet un continuum de situations qui diffèrent sur un certains nombres de critères (taille, histoire et en particulier situations de rupture ou de transmission, choix de modes de mise en marché...). Ce continuum est à décrire et à analyser, à la fois dans ses caractéristiques et dans ses déterminants (localisation géographique, histoire, insertion sur le marché...). L'analyse de la dimension sociale dans les projets d'installation (cf. II), mais aussi de la conception des modes de mise en marché lors des installations, ou de leur dépendance à certains aspects (primes...) serait nécessaire. Enfin une des questions qui pourrait être traitée à travers cet état des lieux est : quel équilibre s'établit, dans le processus d'installation, entre le traditionnel et l'innovation ?... ou comment est-ce que le traditionnel est réinventé ?

Ce continuum est aussi à décrire dans les freins et les leviers propres à chaque situation. La dimension temporelle, c'est-à-dire l'évolution dans le temps de ces freins et des leviers, de leurs facilité/ difficulté à être mobiliser, des ajustements progressifs que conduisent les éleveurs en s'installant, est aussi importante à comprendre.

Par ailleurs, la place de l'accès aux primes dans les projets d'installation serait intéressante à analyser en tant que telle. Plus globalement, les effets de la variation des dispositifs de la PAC sur la conduite des projets à l'installation est en question. Ainsi par exemple, quid de l'effet de la nouvelle PAC sur les départs à la retraite ?

Si sur le foncier, la question est plutôt quelle mobilisation d'un foncier qui finalement est assez disponible, alors les acteurs de R&D doivent s'interroger sur comment créer une réelle dynamique pour assurer la mobilisation de ce foncier ? (cf. paragraphe II)... une des questions à poser en amont est : est-il possible d'avoir un vrai redéploiement pastoral dans des zones de plaine où l'élevage a disparu (Hérault) ?

Plus globalement, la question de l'analyse de l'organisation territoriale autour des projets d'installation, pour en favoriser la réussite, représente une question de R&D à part entière. Elle nécessite d'être envisagée à plusieurs échelles : coordination des activités au sein d'un territoire, mais aussi au sein d'une même exploitation ; complémentarité des zones en termes de fourniture de ressources, de création de revenu. Elle nécessite d'analyser les innovations au sein d'un territoire ou les façons de produire autrement. Cette analyse de l'organisation territoriale doit se faire en lien avec une analyse de l'organisation sociale de l'activité d'élevage (cf. II) (une multitude d'activités et une multitude d'acteurs) et en tenant compte également de la dimension temporelle.

***Synthèse courte de l'atelier 4 :***  
***L'installation en élevage pastoral***

Cet atelier sur l'installation en élevage pastoral s'est tenu en deux sessions, au cours de la journée de lancement de l'UMT Pasto du 19 janvier 2016. Les animatrices de l'atelier ont introduit le débat par une brève présentation qui synthétisait les questions et enjeux qu'elles identifiaient en matière d'installation (attentes sociétales fortes, difficulté d'accès au foncier, moins de candidats que de cédants...) et les spécificités des installations en élevage pastoral (grande diversité de formes d'installation, finalement des installations relativement nombreuses...). Elles ont également présentées les questions qui avaient été identifiées dans le projet d'UMT en matière d'installation et qui s'intègrent dans l'axe 1 du programme (Analyser la contribution des élevages pastoraux au développement durable des territoires), et plus indirectement dans l'axe 3 (repenser les dispositifs pour le conseil et la formation). Puis le débat a été ouvert, en suggérant aux participants de l'atelier de réfléchir et de s'exprimer sur les questions suivantes :

- Qu'est ce qui est déjà connu sur la thématique de l'installation ? Quelles sont les données disponibles ?
- Que se fait-il déjà et dont nous n'avons pas connaissance ? Quels organismes ?
- Comment hiérarchiser et prioriser les questionnements liés à l'installation qui ont été listés ?
- Comment le faire ? Avec quel(s) partenaire(s) ? Dans quels dispositifs ?
- Quels sont les autres sujets d'intérêt autour de l'installation qui seraient à travailler ?

Il ressort de l'ensemble des débats :

- L'existence dans l'ensemble des territoires pastoraux, d'un continuum de situations d'installation qui diffèrent sur un certains nombres de critères (taille, histoire et en particulier situations de rupture ou de transmission, organisation du collectif de travail, diversification des activités... choix de modes de mise en marché...).
- Des situations communes à l'ensemble des filières et des territoires français : vieillissement de la population d'exploitants agricoles et risque de reprise du foncier pour un agrandissement des structures existantes.
- Des freins et leviers spécifiques : complexité de la dimension sociale des projets d'installation, complexité de l'organisation territoriale associée, et ce, à plusieurs niveaux d'échelles : combinaison des activités au sein d'un même territoire, au sein d'une exploitation agricole, nécessité de mobilité et donc de mobilisation de ressources variées dans le temps et dans l'espace, opportunités diverses en matière de mise en marché, mobilisation du foncier (plus que réel manque de disponibilité).
- L'identification de plusieurs besoins. Le premier des besoins est celui de la mise au jour de la diversité des situations, de leurs freins et leviers spécifiques ou transversaux, et ce, en tenant compte des dimensions territoriales et temporelles, mais aussi de la dimension sociale souvent peu considérée. Le second besoin identifié est un besoin d'animation, de coordination et d'accompagnement des situations. Plusieurs pistes méthodologiques ont été identifiées, pour certaines mobilisant les outils déjà existants.

L'ensemble de ces éléments de débats sont présentés de manière exhaustive dans les pages suivantes. Les partenaires de l'UMT réfléchissent maintenant à la manière dont ces éléments viennent renforcer et/ou infléchir les actions qu'ils vont mener, et en particulier la conduite du stage de M2 qui démarre au mois d'avril 2016 sur la diversité des formes d'installation en élevage, incluant les dispositifs d'accompagnement.

## Compte rendu des discussions de l'atelier 5 :

### *Les dispositifs de conseil - accompagnement en élevage pastoral*

UMT Pasto - Séminaire de lancement - 19 janvier 2016

#### **Animateurs : Charles-Henri Moulin (Montpellier SupAgro) et Jean-Francois Bataille (Idele)**

Deux ateliers d'échange ont été organisés (25 participants pour un temps d'échange d'environ cinquante minutes pour chaque atelier). Les échanges se sont déroulés suite à une présentation des animateurs, reprenant l'argumentaire développé dans le dossier d'agrément de l'UMT Pasto autour de l'axe 3 « Conseil – Formation ». Un rappel ci-dessous du diaporama introductif de l'atelier :

#### **De quoi parle-t-on dans l'atelier ?**

- Transmission / co-construction des savoirs pastoraux
- Appui – Conseil pour les éleveurs
- Formation des acteurs du pastoralisme

#### **Le constat initial des porteurs de l'UMT Pasto autour des dispositifs d'appui-conseil.**

##### *Des éléments généraux au secteur de l'élevage*

Les modalités du conseil et de la formation en élevage évoluent. D'une posture de prescription (sur des techniques ou des systèmes bien éprouvés, dans le cadre d'optimisation sur des exploitations en phase dite de croisière ou de réorientation stratégique comme la succession, l'installation ou de nouveaux investissements)... à une posture d'accompagnement de projets, de conseil négocié, etc.

##### *Ces évolutions sont en lien avec :*

- les changements de modalité dans la transmission des savoirs entre éleveurs ;
- l'élévation du niveau de formation des éleveurs ;
- les transformations des structures d'appui-conseil ;
- le recours aux Nouvelles Technologies d'Information et de Communication dans les échanges entre acteurs ;
- l'élargissement du champ des compétences demandées

##### *Des éléments spécifiques à l'élevage pastoral*

- le faible poids économique des filières d'élevage : les moyens d'appui-conseil issus du monde agricole sont faibles (ou en régression continue), notamment en comparaison à ceux des acteurs non agricole ;
- la multifonctionnalité des systèmes d'élevage pastoraux : les opérateurs de l'appui-conseil ne relèvent plus uniquement du monde de la profession agricole et de l'Etat, mais aussi du monde de l'environnement ou des collectivités territoriales ;
- les systèmes d'exploitation et d'élevage très diversifiés : qui obligent à mieux contextualiser l'activité d'appui et de conseil par rapport aux territoires, filières et systèmes d'activité dans lesquels ils évoluent et s'insèrent.

#### **Pour lancer les échanges, trois séries de questions**

1. Partagez-vous les constats initiaux ? Quelle est votre vision de l'état actuel du « système » d'appui-conseil-formation autour de l'élevage pastoral ? Où se passe-t-il des choses ?
  2. Quels sont les besoins? Quelles seraient les priorités ?
  3. Des idées d'actions concrètes sur le montage de dispositif innovant ? Où se passe-t-il des choses ? Avec qui construire ces actions ?
-

Les échanges qui se sont tenus dans les deux ateliers sont regroupés ci-dessous en six thèmes.

- Spécificité de l'élevage pastoral et des publics
- Modalités de transmission des savoirs
- Problème de financement / de disponibilité
- Besoins en appui-conseil-formation
- Modalités d'appui-conseil – formation
- Les formations

Pour chaque prise de parole, un sigle identifié la catégorie d'acteurs qui s'exprime.

- **Adm** : administration (DRAF, Ministère de l'Agriculture)
- **Cons** : salarié de structure d'appui – conseil – services (Chambres d'Agriculture, services pastoraux,...)
- **Elv** : éleveur, s'exprimant à titre individuel ou représentant une structure
- **Ens** : enseignement
- **Env** : gestionnaire d'espaces naturels et de l'environnement (CEN LR, PNR...)
- **Rech** : chercheurs

## I. Spécificité de l'élevage pastoral et diversité des publics

Différence entre les systèmes pastoraux mobiles (herbassiers) et les pastoraux (au moins en partie) sédentaires (**Elv**)

C'est de l'utilisation d'espace hors SAU (bois, lande) que l'élevage pastoral tire sa spécificité (**Cons**)

Les éleveurs pastoraux, les bergers salariés ; ils se sont marginalisés. En dehors des filières, des organisations agricoles. Il faut les récupérer, les faire évoluer. Ils sont largement décriés. Il faut redonner de la confiance à ces personnes (**Elv**)

Il faut rappeler des données de base. Le mouton en système pastoral, c'est toujours une production marginale. Les gens qui s'en occupent sont donc «des marginaux». Qu'ils soient restés dans ce milieu... ou qu'ils y reviennent (**Elv**)

Il y a des éleveurs qui reviennent sur des surfaces pastorales. Même si on n'est pas vraiment sur des élevages pastoraux. Là il y a des techniciens qui voient les choses de loin, parce que c'est complexe, parce que c'est une affaire de spécialistes (**Cons**)

Les éleveurs pastoraux sont à la marge. Mais ils se retrouvent dans des lieux. Il faut repérer ces lieux et faire passer les messages (**Cons**)

On parle économie, ou rentabilité. Personnellement je parle plutôt de valeur ajoutée, apportée à la société, difficilement chiffrable et rémunérable par le marché. Cette VA n'est pas qu'économique. Un éleveur non productif en kg d'agneau par hectare, il apporte d'autres valeurs. Je ne veux pas « sanctuariser » les élevages pastoraux, mais il faut en passer par cette reconnaissance (**Elv**)

Le pastoralisme, c'est l'association de différentes ressources, on joue sur la diversité. Cela amène à repenser la gestion des aléas, l'agro-écologie. Ce sont des choses importantes pour les éleveurs pastoraux, mais aussi pour d'autres éleveurs. Le pastoralisme peut-être une richesse pour des systèmes « non-pastoraux » (**Rech**)

Distinguer les élevages à composante pastoral et les élevages pastoraux (**Rech**)

## II. Modalités de transmission des savoirs

Eleveurs pastoraux mobiles : transmission des savoirs par les anciens, pas d'appui institutionnalisé... Le côté « tradition » est important, « *l'ancien faisait comme cela* »... (Elv)

On se fait de fausse idée sur la transmission des savoirs. Même entre générations, cela ne fait pas « comme cela ». Cela n'est pas si évident sur la transmission des savoir-faire, tout le monde n'est pas au clair là-dessus (Cons)

On a des actions là-dessus, sur la question de la transmission des savoirs (Ens)

Est-ce qu'on utilise encore des manuels. Le concept est-il ringard ou est-ce encore d'actualité ? (Ens)  
Le pastoralisme c'est compliqué à mettre dans un bouquin, compliqué de parler de choses complexes. Les bouquins circulent dans les salles des profs, mais pas auprès des élèves (Adm)

Enquête sur les savoirs, les connaissances. Tous ceux qui sont passés par l'enseignement agricole disent qu'ils ont d'abord eu à désapprendre ce qui leur avait été enseigné. Démontage nécessaire pour un remontage par la suite, pour voir ce qu'il y à prendre (Rech)

Comment faire pour leur faire faire passer des savoirs. Dans une salle, Non, ils en ont fui. Ecrire un bouquin, ils ne liront pas. Stage courts (24-48h) ? Il y a des gens qui sont dans l'invention de choses nouvelles, ou dans la remise au goût du jour. On ne peut pas toujours réinventer... mais il faut le faire avec des marginaux caractériels (Elv)

Il y a besoin de faire savoir, de rendre visible les solutions. Il ne faut pas être que dans des solutions locales. Besoin d'espace d'échange, de plus mutualiser les savoirs (succès des journées AFP ou de cette journée de lancement de l'UMT Pasto) montre le besoin d'échange (Ens)

Les groupes d'appui collectif : lieux de socialisation des savoirs ? Au début des réunions, expression des éleveurs. Le côté « tradition » est important, « *l'ancien faisait comme cela* »... (Elv)

La transmission des savoirs, elle se fait plutôt par l'animation, autour des surfaces collectives, mais aussi en individuel, autour des contrats A-E ou logique DFCL. Sur ces dispositifs d'animation, on passe d'une situation d'accompagnement à une des formes très prescriptive (Cons)

## III. Problème de modèle économique / de disponibilité

Difficultés : le financement des actions d'AT (France AgriMer), avec préalable obligatoire sur les coûts de production, très cadré BTE/GTE... Je suis certaine qu'ils en ont besoin (Elv)

Groupe d'appui collectif : on s'est vite rendu compte qu'il y avait des techniciens réactifs, proche des éleveurs, pour continuer à travailler. Mais on le fait en dehors des schémas traditionnels, dû aux difficultés de financement (parce qu'on ne rentre pas dans les clous).(Elv)

Il faut rechercher d'autres sources de financement, par des gens qui comprennent l'intérêt de ce type d'élevage, pour aller vers d'autres formes d'accompagnement (Env)

L'assistance technique financée par France AgriMer n'est pas adaptée ... Il y a d'autres sources de financement (Adm)

La Formation Continue pour éleveurs/ bergers salariés. Principal frein, ce n'est pas le financement, c'est la disponibilité. Ils ne font pas appel au service de remplacement. On a fait un recensement des besoins, ils étaient motivés, ils expriment des besoins de formation, on a monté des modules de FC à la carte, mais finalement, ils n'étaient pas là (Ens)

#### IV. Besoins

Importance de l'économie pour les exploitations mais ils restent en retrait, avec ce public, il faut entrer par une autre porte (**Elv**)

Il faut entrer par les pratiques, cela doit ensuite déboucher sur l'économique (**Cons**).

Dans nos interventions en élevage on est tiré sur le technico-administratif. Le champ technique, il n'existe quasiment plus. Cela ne va pas en aller en se renforçant (**Cons**).

Il y a des éleveurs qui reviennent sur des surfaces pastorales. Même si on n'est pas vraiment sur des élevages pastoraux. Là il y a des techniciens qui voient les choses de loin, parce que c'est complexe, parce que c'est une affaire de spécialistes (**Cons**)

Distinguer les élevages à composante pastoral et les élevages pastoraux (**Rech**). L'assistance technique financée par France AgriMer n'est pas adaptée au public. Pas de latitude sur les thèmes, les indicateurs. De quoi avons-nous besoin en termes de pastoralisme ? (**Adm**)

Les éleveurs à la base, il y a des besoins génériques en élevage et d'éléments sur utilisation des surfaces pastorales (**Ens**)

Pour un même milieu (surface collective) : une très grande diversité des façons d'utiliser un même milieu. Faire le lien entre milieu – ressource – surface - exploitation (**Cons**)

Le CERPAM travaille beaucoup sur le pastoralisme collectif. En revanche sur ce chacun fait chez soi, on connaît très peu (**Cons**) / Sur agri-env, je vois justement ce qui se passe sur les surfaces dans les EA (**Cons**)

Il faut toujours se justifier sur territoire / filière. On n'arrive pas à travailler sur les fondements de l'élevage pastoral (la ressource pastorale et son utilisation) Justifier une formation Vivéa, c'est la galère. Il faut s'adapter à chaque fois à un nouveau public, pas de recettes. Il faut revenir, retravailler sur les fondamentaux qui répondent aux questions des éleveurs (**Cons**)

Des actions spécifiques sur l'utilisation des surfaces pastorales. ... autour des surfaces collectives, mais aussi en individuel (**Cons**)

Mots-clés : Complexité et Diversité des mises en œuvre. En formation initiale, continue, en accompagnement, développer les capacités d'adaptation. Pour des jeunes qui arrivent : capacités d'observer, d'analyser, pour s'adapter à ce qu'ils voient sur le terrain (**Ens**)

Etre capable de s'adapter, il faut développer des capacités dans ce sens (**Ens**)

Une fois la confiance revenue, on peut revenir sur les fondamentaux. Par exemple, la génétique il y en a besoin aussi en élevage pastoral (**Elv**)

Il faut que la technologie entre dans les élevages. On peut dire que ce sont des raisons économiques, de formation, etc. mais le transfert ne s'est pas fait (**Elv**)

Sur la formation, il y a des choix à faire. Option 1. On se cantonne à des formations sur le pastoralisme dans des lieux spécifiques... ou Option 2 : réviser l'enseignement de la zootechnie globalement, avec une diversité de formes d'élevage. Par exemple, avec l'agro-écologie, il y a une vraie légitimité, ouvrir des fenêtres larges, à tous les niveaux de formation. Cette 2<sup>ème</sup> option n'empêche pas le développement de formation spécifique pastoralisme, exemple de la rénovation de la formation de bergers salariés. Si on reste sur l'option 1, on travaille nous aussi à marginaliser les éleveurs pastoraux. (**Cons**)

Demande des éleveurs : i) Installation tunnels, ii) Concertation avec ONF, chasseurs ; iii) Veille foncière (**Env**).

## V. Modalités d'appui-conseil - formation

Les éleveurs pastoraux sont à la marge. Mais ils se retrouvent dans des lieux. Il faut repérer ces lieux et faire passer les messages **(Cons)**

Une fois la confiance revenue, on peut revenir sur les fondamentaux. Par exemple, la génétique il y en a besoin aussi en élevage pastoral **(Elv)**

Audit dans le cadre de Reconquête Ovine. Bilan : faire du collectif pour Appui Technique. **(Elv)**

Les groupes d'appui collectif : lieux de socialisation des savoirs ? Au début des réunions, expression des éleveurs. Le côté « tradition » est important, « *l'ancien faisait comme cela* »... **(Elv)**

C'est plus par l'accompagnement de groupe, la formation qu'on peut avancer. « Un éleveur qui parle à un éleveur, c'est comme cela que c'est efficace ». **(Cons)**.

90 éleveurs en suivi il y a 3-4 ans. On tombe à 20-30. Le collectif : on avait du mal. Mais avec 90 en suivi, on arrivait à faire passer de l'information. A 20-30 c'est plus difficile. C'est plutôt par la formation qu'on va pouvoir avancer (lien à Carmejane) **(Cons)**.

Les dispositifs nationaux (de financement de l'AT) ne sont pas adaptés à l'élevage pastoral En PACA : analyse de l'offre de service en élevage ? Besoin de travailler sur la mutualisation des moyens. On travaille au-delà des Chambres, avec les OP... Nécessité de nouveaux outils adaptés à nos situations pastorales **(Cons)**

Nécessaire prise en compte des attentes des acteurs de l'environnement. Il faut les intégrer dans les dispositifs. **(Cons)**

Milou : phase de restitution en collectif, pour rendre compte des pratiques **(Env)**

Les dispositifs d'AT généraux se délitent **(Cons)**

La transmission des savoirs, elle se fait plutôt par l'animation, autour des surfaces collectives, mais aussi en individuel, autour des contrats A-E ou logique DFCl. Sur ces dispositifs d'animation, on passe d'une situation d'accompagnement à une des formes très prescriptive (on vit l'inverse d'autres formes d'appui technique, qui passe de la prescription au conseil négocié, à l'accompagnement). On est de plus en plus contraint par des prescriptions venues d'en haut, de plus en plus lourde. L'agro-environnement, c'est une chance localement, on a bien besoin de ces dispositifs. Mais modalités construites à l'échelle européennes, cadre très contraint, rigidification qui vient de la PAC **(Cons)**

Message central : l'animation, l'accompagnement, mais difficile de trouver des financements pour ce type d'opération **(Cons)** Cela suppose aussi de former des personnes sur l'animation / accompagnement.

Sur Fédération des groupements pastoraux, on essaie de faire des voyages d'étude, sur la transhumance... **(Elv)**

Il faut apprendre aux gens à apprendre. Les politiques agricoles ont oublié tous ces systèmes. Il faut ré-apprendre à tout le monde, à tous les niveaux, à apprendre **(Elv)**

Toutes les structures agricoles, elles avaient leurs techniciens. On n'a plus les moyens de cela. Il faut se mettre ensemble pour avoir un référent. Il y a des socles communs, même sur le pastoralisme. Question du service global **(Elv)**

Groupes d'échanges informels entre éleveurs. Comment structurer cela sur des formes plus classiques. Nécessite de l'accompagnement, de la formation. Quand on se forme, on a l'impression qu'on va changer le monde. Finalement après on passe son temps à faire entrer les éleveurs dans un cadre, qui n'est pas fait pour tous les éleveurs **(Env)**

Témoignage sur le conseil avec le CERPAM, avec 2 outils : i) plans d'occupation pastoraux, ii) diagnostics pastoraux pour les MAE **(Env)**

## VI. Formation

Aucune formation sur le pastoralisme. Les enseignants ne sont absolument pas intéressés (**Elv**)

L'enseignement de la zootechnie dans l'enseignement technique reste très orienté sur la production, avec une vision « productiviste ». Rénovation du CAP, avec une option plutôt pastorale, c'est déjà bien d'avoir obtenu cela (**Adm**)

La formation des formateurs est une piste à creuser. La DRAF Corse réfléchit à un dispositif de formation avec cette dimension. Il y a des initiatives qui se multiplient, en Espagne par exemple sur école de bergers. Co-formation entre élèves et jeunes (**Rech**)

Dans le cadre de Milouv, peu d'inscrit dans les formations. Globalement, peu d'inscrits sur les formations des enseignants des lycées (avec un certain nombre de raisons, longueurs des formations...) (**Ens**).

### ***Synthèse courte de l'atelier 5 :***

#### ***Les dispositifs de conseil-accompagnement en élevage pastoral***

Cet atelier sur les dispositifs de conseil et d'accompagnement en élevage pastoral s'est tenu au cours de la journée de lancement de l'UMT Pasto du 19 janvier 2016. Deux ateliers ont été organisés (25 participants pour un temps d'échange d'une cinquantaine de minutes pour chaque atelier). Les échanges se sont déroulés suite à une présentation des animateurs, reprenant l'argumentaire développé dans le dossier d'agrément de l'UMT Pasto autour de l'axe 3 « Conseil – Formation ». Le diaporama présentait notamment le constat initial des porteurs de l'UMT Pasto autour des dispositifs d'appui-conseil (évolution des modalités de conseil/formation en élevage avec des spécificités concernant l'élevage pastoral) et permettait de lancer la discussion autour d'une série de questions :

- Partagez-vous les constats initiaux ? Quelle est votre vision de l'état actuel du « système » d'appui-conseil-formation autour de l'élevage pastoral ? Où se passe-t-il des choses ?
- Quels sont les besoins ? Quelles seraient les priorités ?
- Des idées d'actions concrètes sur le montage de dispositif innovant ? Où se passe-t-il des choses ? Avec qui construire ces actions ?

L'ensemble des débats peut être synthétisé autour de 4 items :

#### **1. Spécificité de l'élevage pastoral et des publics**

Prendre en compte la diversité des élevages pastoraux. Distinction entre des éleveurs pastoraux pour lesquels les parcours sont le fondement du système d'alimentation, avec recours ou non à la mobilité (élevage pastoral) et les éleveurs qui recourent à certaines périodes à des parcours (élevage à composante pastorale).

Prendre en compte la diversité des éleveurs pastoraux et de leur attente en matière de reconnaissance des spécificités de leur métier, de leur besoins en de formation et de conseil. Expression d'un sentiment de « marginalité » revendiquée ou constatée, d'une partie du public des éleveurs pastoraux, par rapport à la façon d'exercer leur(s) métier(s) et de leur accroche au modèle dominant porté par le développement agricole, qu'ils soient restés dans le milieu ou qu'ils y reviennent, certains sont en dehors des organisations de type filière, organisations professionnels.

Le besoin de faire reconnaître les éleveurs pastoraux, et les formes d'élevage qu'ils portent, pour leur redonner confiance.

## **2. Transmission des savoirs, lesquels ?**

Plusieurs visions de la transmission des savoirs : une vision de l'apprentissage du métier via une « transmission intergénérationnelle » *versus* une vision plus éclatée de « transmission entre pairs ». Question de l'acquisition de compétences spécifiques aux métiers de l'élevage pastoral via l'enseignement technique et la formation, avec le constat de la nécessaire déconstruction – reconstruction individuelle par rapport à la transmission de savoirs qui seraient calés sur les modèles d'élevages « dominants ».

## **3. Besoins**

Différents types de besoins cités, avec sans doute une liste non exhaustive :

- Retrouver la confiance, redonner de la « noblesse » à nos métiers.
- Les fondamentaux ou les éléments génériques en élevage (de façon générale) (comme la génétique...)
- L'utilisation des surfaces pastorales (sur des surfaces collectives, sur des surfaces individuelles, en cohérence avec le projet à l'échelle de l'exploitation)
- S'adapter (ou répondre) à des sollicitations, des demandes « sociétales » ou « territoriales ».
- Les capacités d'adaptation (savoir observer, analyser pour s'adapter à la situation de terrain avec sa complexité et la diversité des mises en œuvre; pas de recettes)
- L'économie de l'exploitation, non pas comme préalable mais comme sortie.

## **4. Modalités d'appui-conseil - formation**

De façon générale en agriculture, le conseil devient moins normatif. Cette tendance est déjà mise en œuvre dans le cadre de démarche d'accompagnement sur l'utilisation des ressources pastorales. Mais la rigidification des procédures administratives (en lien avec la mise en œuvre de la PAC ou le financement des dispositifs de conseils) ramène à des formes d'appui très prescriptives et normées.

Les formes collectives, d'animation, d'accompagnement, permettant des échanges entre pairs apparaît comme la forme d'appui la plus pertinente par rapport aux publics des éleveurs pastoraux. Dans la mesure où ces formes d'animation permettent d'intégrer une diversité acteurs et de compétences, aussi bien des services agricoles (Elevage, Pastoralisme, Filière) que des services liés au territoire : (Gestionnaires d'espaces et de l'environnement).

L'enseignement de la zootechnie reste très tourné sur des modèles productivistes. Le pastoralisme est une forme d'élevage intéressante pour revisiter les formations en élevage (à tous les niveaux), en lien avec agro-écologie, la gestion des aléas, les capacités de s'adapter.

Les formes et modalités d'organisation de la formation pour les éleveurs qui doivent mieux prendre en compte : 1) les publics destinataires et ses représentations du métier ; 2) les contraintes que sont le manque de disponibilité et l'atomisation territoriale des éleveurs pastoraux pour l'accès à des cycles de formation qui leur sont proposée.

Quel « modèle économique » pour le financement des dispositifs de conseil et de formation ? Les dispositifs de financement actuel de l'Appui Technique ne répondent pas aux besoins ou aux façons de travailler avec des éleveurs pastoraux. Ce sont plutôt les formes collectives d'animation, accompagnement qu'il faudrait promouvoir (voir ci-dessus), mais le financement de ce type d'actions est compliqué.